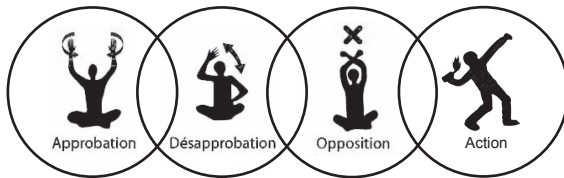


# PARIS



**BULLETIN  
DES  
LUTTES**

**N°1  
04/2016**

# DEBOUT...

## **CONTRE LA LOI TRAVAIL PASSONS A L'OFFENSIVE! BLOQUONS TOUT!**

**L**e 14 mars, l'État en partenariat avec les syndicats réformistes, a annoncé la refonte de la loi «Travail» El Khomri. En fait les changements ont été vraiment faits à la marge. Les

12 heures de travail par jour, les 46 heures par semaine ou encore le forfait jour sont toujours là. Pire, le gouvernement a décidé de rajouter une mesure qui est une attaque directe contre les moins de 25 ans.

Rentrons dans le détail. La loi Travail c'est toujours, entre autres :

# La baisse des salaires et le changements du temps de travail par simple accord d'entreprise (c'est-à-dire un accord entre le patron et le délégué du personnel qui, dans les PME, est souvent choisi par le patron).

# L'allongement de la journée de travail jusqu'à 12 heures.

# L'allongement de la semaine de travail jusqu'à 46 heures.

# L'augmentation du temps de travail sur l'année (jusqu'à 16 semaines d'affilée où l'on pourra travailler 46h).

# Les heures supplémentaires moins payées qu'avant (de fait la suppression des 35 heures). En plus, au lieu de les payer, le patron aura 3 ans pour vous les faire rattrap-

per sous forme de RTT.

# Le forfait jour pour tout le monde (c'est-à-dire travailler avec son travail décompté en jours et non plus en heures pour nous faire bosser jusqu'au bout de la nuit).

# La gratuité des licenciements abusifs pour les patrons.

# En cas d'erreur, Pôle emploi prélèvera la somme directement sur les allocations chômage.

# Des licenciements économiques possibles pour tous. Une légère baisse du chiffre d'affaires suffira pour lancer un plan de licenciement économique.

### **LES FAUX CHANGEMENTS DU 14 MARS**

Le 14 mars, le gouvernement a pris peur face à la mobilisation qui commence à prendre de l'ampleur. Pour contenter les syndicats les plus réformistes il a fait mine de lâcher du lest sur :

# Le plafonnement des indemnités de licenciement aux prud'hommes sera seulement indicatif. Dans les faits ça ne change rien vu que les juges vont suivre cette «indication», mais ça fait plaisir aux syndicats jaunes comme la CFDT.

# La possibilité de prendre un congé en cas de décès d'un proche. Mais de toute façon, peu de patrons auraient tenté de l'appliquer. Le chef qui aurait osé empêcher un employé d'aller à l'enterrement de sa mère aurait sûrement récupéré un travailleur peu apte au travail, contre-productif et qui le hait encore plus profondément pour les années à venir.

# Le temps de travail des apprentis. Ils devaient travailler jusqu'à 10h/jour et 40h/semaine. Ils resteront donc à 8h/jour sauf si l'inspection du travail est d'accord pour les faire bosser plus. Dans tous les cas, ils resteront payés 365€ par mois pour les plus mal lotis. Même si le gouvernement a reculé, la situation reste inacceptable.

# Pour passer au forfait jour, il faudra un accord d'entreprise. C'est-à-dire que le patron devra se mettre d'accord avec le délégué du personnel souvent

mis en place par le patron. Autrement dit du foutage de gueule.

Donc rien n'a changé, mais il y a encore pire.

En bonus ils nous ont rajouté l'extension de la Garantie jeune. L'idée est de permettre une sorte de RSA pour les moins 25 ans tout en les faisant bosser gratuitement pour pouvoir le toucher. Ainsi on devra suivre des formations en fonction des demandes des employeurs, effectuer des stages et missions en entreprise, et enfin pointer aux organismes publics chaque semaine. Et si on refuse, le couperet tombe : plus rien. Par exemple, le refus de participer à un stage est l'un des motifs mis en avant pour couper le versement de l'allocation.

Le but est de pouvoir nous faire travailler partout et gratuitement pour le patron sans que l'on n'ait rien le droit le dire. La technique a déjà été éprouvée dans beaucoup d'autres pays : job à 1€ en Allemagne en échange des allocations, travail gratuit en Australie ou construction de barbelés contre les migrants en Hongrie toujours en échange du chômage. Les capitalistes appellent ça ironiquement le Workfare et cela peut prendre diverses formes selon les pays. Aux Pays-Bas par exemple, on les a un temps employés pour faire plier et déplier des cartons dans le seul but de supprimer les allocs à ceux qui refusaient de faire ce travail de taré.

Derrière cette loi, c'est nos conditions de vie et de travail que nous refusons. Il ne s'agit pas simplement de réclamer le retrait de cette loi. Cette loi ne fait que déborder le vase qui se remplit depuis des années. Ce quotidien de merde dans lequel on vit et qui est présenté comme seul avenir possible.

Mais, lorsque le vase déborde, on ne se contente pas de retirer la dernière goutte d'eau. Il s'agit maintenant de passer à l'offensive et de décider d'aller plus loin.

**LA LUTTE NE FAIT QUE COMMENCER !**

**PARIS DEBOUT** est un bulletin d'infos rédigé sur Paris-banlieue contre la loi Travail et son monde. Il compile des articles (ou extraits), des tracts et des infos glanées dans des commissions, des assemblées, sur des sites de contre-info, dans la rue... L'enjeu de ce bulletin est de faire circuler les rendez-vous, idées, critiques de celles et ceux qui s'organisent non seulement contre la loi Travail mais surtout contre le système qui la produit. Les contributions sont donc le reflet de positions et tendances politiques diverses, qui partagent néanmoins cette volonté d'aller plus loin que le retrait de la loi Travail, de se réapproprier le politique au-delà de sa mise en scène électorale, de déborder les cadres (dans tous les sens du terme) pour élargir la lutte. **PARIS DEBOUT** a vocation à ne pas rester assis et à paraître le plus régulièrement possible, les contributions sont donc bienvenues...

27 avril 2016

paris-debout@squat.net

per sous forme de RTT.

# La réduction et le fractionnement des heures de repos obligatoires. (C'est la suppression des 11 heures de repos

# COMMENT FAIRE GRÈVE SI JE SUIS ISOLÉ.E ?

**E**N PÉRIODE DE MOBILISATION CONTRE LA LOI DITE «LOI TRAVAIL» PLUSIEURS JOURNÉES DE MOBILISATION ET DE GRÈVES SONT PRÉVUES ET NOMBREUX SONT CEUX ET CELLES QUI SOUHAITENT Y PARTICIPER. MAIS COMMENT FAIRE ?

**# JE BOSSE DANS LE PRIVÉ**, dans une boîte où je serai sans doute le ou la seul.e à faire grève.

Dans le privé, il n'y a pas d'obligation de dépôt d'un préavis de grève. S'il y a un appel national ou local, comme c'est le cas pour le 28 avril, tu peux te déclarer en grève, même si tu es seul.e. En revanche, sans appel national ou au moins local, il te faudra trouver au moins un.e collègue avec qui te mettre en grève, celle-ci étant juridiquement définie comme mouvement collectif. Dans les deux cas, tu es obligé.e de transmettre à ton employeur tes revendications : le mot d'ordre national ou local dans le premier cas, celles que vous déterminerez dans le second (attention : ces revendications doivent être d'ordre professionnel et non politique – même si les deux peuvent se rejoindre...).

**# JE SUIS EN CDI** : Alors tu ne risques rien à faire grève. Et si ton employeur te sanctionne pour cela, il s'expose à des poursuites. Sois vigilant.e, les sanctions peuvent être perverses : mise au placard, harcèlements, etc.

**# JE SUIS EN CDD** : Tu es dans ton plein droit de faire grève, mais ton employeur peut t'en décourager en brandissant la menace d'une non-reconduction de ton CDD à son terme.

**# JE SUIS EN INTÉRIM** : Tu es dans ton plein droit de faire grève, mais ton employeur peut t'en décourager en brandissant la menace de ne plus te faire travailler ensuite.

**# JE SUIS EN PÉRIODE D'ESSAI** : Tu es dans ton plein droit de faire grève, mais l'employeur peut brandir la menace de ne pas t'embaucher.

**# JE SUIS APPRENTI** : Tu es dans ton plein droit de faire grève.

**# JE SUIS EN STAGE** : Tu es dans ton plein droit de faire grève.

De manière générale, quel que soit le contrat de travail ou le statut, le, la travailleur.se gréviste, du moment qu'il respecte les règles exposées plus haut (appel national ou local, sinon minimum deux salariés, dépôt des revendications professionnelles), est dans son droit, la grève étant un principe à valeur constitutionnelle. Mais le droit est une chose, et les patrons savent très bien passer outre ; et, dans certains cas, notamment pour les contrats précaires, à durée déterminée (CDD, intérim) ou en période d'essai, la menace de perdre son emploi est bien réelle et faire grève nécessite de prendre la mesure des enjeux collectifs et individuels.

Dans tous les cas, l'employeur ne pourra pas utiliser le motif de la grève pour te licencier et, s'il le fait, tu dis-

poses de plusieurs recours pour faire annuler le licenciement, condamner ton employeur et obtenir éventuellement des indemnités. En cas de pressions («Si tu fais grève, je te licencie», «Si tu fais grève, je ne te renouvelle pas ton CDD», «Si tu fais grève, je te mets au placard», etc.) : conserve toute menace écrite de ton employeur ; note celles qu'il exprime oralement ; en cas de mise au placard, note tes horaires et les tâches effectuées pendant. Tout cela pourra te servir au cas où tu déciderais de poursuivre ton employeur en justice.

**# JE BOSSE DANS LE PUBLIC** : Dans le secteur public, pour que tu fasses grève, il faut qu'au moins une organisation syndicale nationalement représentative ait déposé un préavis – ce qui est le cas pour le 28 avril –, au minimum cinq jours avant le début de la grève, stipulant les revendications professionnelles, la date, l'heure et le champ géographique. Ce préavis n'est pas obligatoire pour les agent.e.s travaillant dans des communes de moins de 10 000 habitants.

Dans certains secteurs (hospitalier, etc.), le droit de grève peut cependant être limité par l'obligation de service minimum. Dans ces cas-là, et seulement lorsque le nombre de non-grévistes est insuffisant, l'autorité territoriale (maire, président de collectivité territoriale, etc.) peut désigner des agents grévistes pour assurer la continuité du service...

Pour les enseignant.e.s des écoles publiques maternelles et élémentaires : l'obligation d'un service minimum d'accueil oblige les grévistes à se déclarer à leur inspection académique au moins 48 heures avant la grève.



## CHRONOLOGIE LAPIDAIRE

25  
MARS

**# Vendredi 25 mars**, au lendemain du tabassage d'un jeune du lycée Bergson par les flics pendant le blocus de son bahut, un rassemblement est appelé vers 10h30 devant l'établissement. Ça part très vite en manif sauvage, au cours de laquelle les comicos des 10<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrondissements sont attaqués et deux franprix pillés.

31  
MARS

**# Manifestation unitaire** contre la loi travail. Les organisateurs annoncent 1,2 million de manifestants contre 400 à 500 000 en début de mois. À Paris, comme dans d'autres villes, affrontements avec les flics dont certains sont recouverts de peinture ou accueillis à coups de barres lors de leurs charges. En tout, 77 personnes ont été interpellées en France, et 33 personnes blessées, dont 31 policiers.

**# Début de la «Nuit Debout»** place de la République.

1  
AVRIL

**# Lycées bloqués** sur Paris et la banlieue.

**# Manif lycéenne** depuis place de la Nation.

5  
AVRIL

**# LA JOURNÉE À SEPT MANIFS !**

Dans la matinée du 5 avril, plusieurs lycées sont encore bloqués sur Paris et en banlieue. À Levallois-Perret, la façade du lycée Léonard de Vinci est crâmée par les barricades enflammées.

**# 1 – Manif lycéenne** contre la loi «travail» : 1 500 personnes à peu près. Les flics

sont particulièrement nombreux et pressants / stressants. Accrochages et affrontements dès les premiers mètres de la manif. La tête de manif (environ 400 personnes) est prise dans une nasse et isolée sur le côté. 130 personnes sont emmenées dans des comicos (dont quatre gardes-à-vue).

**# 2 – Manif «unitaire»** contre la loi «travail». Pour la manif de l'après-midi, il y a beaucoup moins de monde que jeudi 31 mars. Un cortège sans étiquettes, disons «autonome» et dynamique, s'empare de la tête de la manif et grossit au fur et à mesure de la manif. La présence policière est massive et encadre le cortège de chaque côté (anti-émeutes et bacqueux).

**# 3 – Manif sauvage** pour rejoindre le rassemblement contre le projet de loi Urvoas.

# CE QU'IL FAUT BLOQUER

**OÙ SONT LES FLUX ?  
LES FLUX SONT FLOUS...**

**D**ans les AG, les manifs, les textes et les paroles du mouvement en cours, l'idée qu'il faut tout bloquer résonne de plus en plus. Elle s'appuie sur le constat que les économies occidentales ont évolué vers des modèles où se sont désormais les flux qui dictent la marche. Alors qu'avant il semblait possible d'arrêter la production, aujourd'hui c'est sur la circulation des biens et des matières que s'oriente l'action. On produit toujours dans les pays occidentaux, dans des usines toujours aussi invivables pour l'humain, mais on produit de moins en moins et ce n'est plus en bloquant la fabrication que l'on peut toucher le système. La division internationale du travail a fait éclater les lieux dans lesquels les multinationales fabriquent les produits bas de gamme dont on nous abreuve. Mais pour en retirer du profit, elles doivent acheminer à bas coût les flux de marchandises, de même qu'elles font circuler les flux financiers et les flux d'informations. Pour la libre circulation des humains, on attendra...

Donc acte, on bloque les flux et ça fera mal, là où ça doit faire mal. Mais c'est plutôt sur la méthode à adopter que le problème se pose. Qu'est-ce qu'on bloque ? Où sont les flux ? On se repré-

sente bien l'énorme porte-container, emblème de la mondialisation, mais on n'a pas encore inventé la barricade en mer. On voit les camions, mais bloquer les autoroutes ce n'est pas le truc le plus simple qui soit et pour un camion bloqué on doit négocier avec 10 automobilistes qui veulent rentrer chez eux (ce qui reste tout à fait envisageable). Même problème pour les trains. Ou alors la Poste ? L'idée a émergé dans les AG, mais on se doute bien que ce n'est les postiers qui manipulent le gros des flux mondiaux...

Qu'on se le dise, bloquer partout c'est encore ce qu'il y a de mieux à faire. Mais pour bloquer les flux, aujourd'hui, c'est principalement autour des entrepôts que ça se passe. Souvenez-vous de l'arnaque Amazon, ce géant du e-commerce qui a voulu nous faire croire que nos bouquins arrivaient comme par magie à domicile, alors que cette rapidité repose sur le travail acharné de milliers d'ouvriers dans d'énormes entrepôts. Mais comment ça se passe dans les entrepôts de chez Carrefour, de Leclerc, ceux de Décathlon ou de Renault, ceux des maisons d'éditions ou de la pharmaceutique ? Bah, pareil, ou pas mieux, ou pire.

Tout le capitalisme transite dans ces cubes de tôles uniformes qu'on voit au bord des autoroutes. Gros avantage, ils sont presque tous regroupés sur

des zones logistiques qui paraissent assez simples à bloquer. Pour prendre l'exemple très concret d'une zone située à quelque pas d'une station du RER A, en bloquant l'unique rond-point qui la dessert on peut mettre à genoux l'approvisionnement des Galeries Lafayette, de Décathlon, d'un gros du e-commerce, des pièces détachées d'un vendeur «high-tech», de la BNF (eh oui), de la Banque Populaire, d'une filiale entière de l'agro-alimentaire, d'un fournisseur de décor pour la TV, d'une partie de la presse nationale, etc. Il y a même un data center ! Sur une seule zone...

Bien sûr, ce n'est jamais évident d'organiser des blocages dans des lieux qui nous sont hostiles, coincés entre une autoroute et une zone pavillonnaire. Et puis surtout, pour que ça ait du sens, il faut que les ouvriers de ces entrepôts soient de la partie. Ils sont plus de 700 000 en France et représentent 13% des ouvriers. Ils bossent dans des conditions déplorables pour maintenir la profusion dans les rayons des supermarchés ou livrer le colis de Mr Dupont avant 9 heures. L'éclatement en de petites unités complique les grandes mobilisations, l'interim aussi, la sous-traitance, les primes de productivité et la crainte du chômage en rajoutent une couche. Cette semaine, les ouvriers de XPO (ancien Norbert Dentressangle, les camions rouges qui livrent un tas de trucs pour un tas de boîtes) ont entamé la danse en lançant une grève reconductible. En les soutenant et en appelant à un élargissement de ce mouvement à l'échelle de tout le secteur logistique, on peut se donner les moyens de bloquer gros. Une alternative parmi d'autres...

# Publié le 22 avril sur paris-luttes.info

**vention policière. La manif sauvage n'aura pas duré bien longtemps, on se retrouve peu**

**Vers 16h, à la fin de la manif «unitaire», un groupe de gens fait le tour de la place Denfert-Rochereau derrière la banderole «État policier, légitime défiance» et appelle discrètement à rejoindre ensemble un rassemblement appelé dans l'après-midi devant le Sénat, contre l'état d'urgence, la déchéance de nationalité et plus globalement contre l'extension du pouvoir policier. Vers 16h30, près d'une centaine de personnes se retrouvent nassées dans la rue de Condé, tout près du Sénat. Au final, une vingtaine de personnes sont embarquées en contrôle d'identité au comico de la rue de l'Evangile, dans le 18°.**

**# 4 – Manif sauvage rue de l'Evangile – République.** Depuis le 6° arrondissement, les manifestants ont rejoint

quelques dizaines de personnes devant le comico de la rue de l'Evangile. On se retrouve à plus ou moins 150 personnes, et l'ambiance monte un peu. Pas longtemps après, tout le monde sort du comico. Dans la foule, on décide de partir ensemble en direction de République en manif sauvage. Vers 20h30, on arrive sur République, en gueulant «Ni loi ni travail, de la révolte en pagaille», puis, de manière humoristique mais aussi un peu vantarde «On a libéré nos camarades».

**# 5 – Manif sauvage vers le comico du 5°. Après un bref passage sur la place de la République, nouveau départ vers le comico de la rue de la Montagne-Ste-Geneviève dans le 5111° arrondissement, où d'autres manifestant.e.s sont enfermé.e.s. Un groupe de**

**100 à 150 personnes prend donc le métro jusqu'à la gare d'Austerlitz. Devant le comico, il y a déjà d'autres gens. Au fil du temps, on est rejoint par pas mal de monde, vers 21h30-22h on commence à bloquer la place Maubert (et tout le boulevard Saint-Germain, quand même !), des chantiers sont dévalisés et des grosses barricades de barrières en métal installées en travers du boulevard Saint-Germain, de la rue Lagrange et au milieu de la place. Ambiance parfois bizarre, un peu trop bisounours alors qu'en même temps, ça barricade.**

**# 6 – Manif sauvage Place Maubert – Quai de Montebello.** Lorsque les flics se pointent, c'est la panique et la dispersion. Arrivé.e.s rapidement sur le quai de Montebello, les gens s'arrêtent pour discuter. Nouvelle dispersion après inter-

à peu devant le comico de la rue de la Montagne-Sainte-Geneviève. Vers 23h30 on est à nouveau 250 devant le comico, tout le monde revient peu à peu, et surtout, d'autres arrivent encore puisque quinze minutes plus tard on doit être 400 à gueuler «Libérez nos camarades» devant le comico. Mais l'ambiance est toujours aussi compliquée, ça se prend un peu la tête entre celles et ceux qui crient «La police avec nous» et celles et ceux qui crient «tout le monde déteste la police»... Vers 23h45, le boulevard St-Germain est à nouveau bloqué au niveau de la place Maubert. Le temps passe et les gens continuent d'arriver. Vers 1h du mat' il doit y avoir 500 personnes, et une nouvelle envie de barricades s'exprime. Cette fois, il y a masse de photographes et ce côté spectaculaire est assez laid. Mais

# QU'ON BOSSE OU PAS, LA LOI TRAVAIL, ON N'EN VEUT PAS

**N**ous voilà enfin plein dans la rue. Des années qu'on attendait, des années qu'on essayait.

On en a vu passer des trucs auxquels s'opposer. De l'impunité policière organisée à l'État d'urgence permanent, du greenwashing hypocrite de la COP21 à la loi Macron en passant par les menaces d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame des Landes, ça n'a pas manqué.

On a arpenté les manifs de long en large, souvent trop seul.es; et parfois même qu'on y était pas, fatigués ou assignés à résidence. Hé bien voilà, puisque nous sommes enfin nombreux.es, réveillés.es, au même endroit et au même moment, on ne va pas se priver de foutre un maximum de bordel.

Nous sommes contre le travail, entendant par là tous ces boulots pourris (avec ou sans CDI), où il s'agit toujours grosso modo, d'acheter, de produire ou de vendre des services et des objets inutiles, nuisibles, trop chers. Tout ça ne donne pas un sens à nos vies : ça les gâche. Être contre le travail ne nous empêche d'ailleurs pas de travailler. On bosse pour de l'argent quand il le faut, on tient des projets sans argent (journaux, cantines, lieux culturels, etc.) quand on le peut. Parfois même, certain.es trouvent un boulot payé qui leur convient. Ce n'est pas souvent mais on ne va pas se l'interdire!

On est contre le travail mais on défend quand même son code. Bizarre. C'est qu'on le connaît, nous aussi, le fameux «monde de l'entreprise». Et qu'on sait bien ce que c'est de devoir «négocier», seul.e ou avec quelques collègues, avec son chef ou son patron. On a vécu les heures de trajet pour aller trimer, l'impossibilité de partir un peu

plus tôt le jour où c'était important, la peur de faire grève au risque de se faire mal voir, la galère de se faire payer les heures sup' au tarif légal... Alors quand le gouvernement essaye de nous faire croire qu'en supprimant un maximum de règles les patrons vont être de bonne humeur et trouver de super arrangements «gagnants-gagnants» avec leurs salariés pour ensuite pouvoir embaucher plein de monde, ça nous fait bien rigoler. Personne n'y croit d'ailleurs, car il s'agit surtout de mettre au pas les salarié.es pour le principe : simplement parce que Valls, Hollande et El Khomri croient à la loi du plus fort. Parce que l'idée d'un monde où les plus faibles s'organisent pour se défendre n'est pas du tout la leur. En prétendant «s'adapter» aux «réalités» d'aujourd'hui, ils veulent nous faire croire qu'il n'y a plus rien d'autre à faire.

## DÉSOLÉS MESSIEURS-DAMES, NOUS NE NOUS ADAPTERONS PAS.

Puisque vous nous attaquez, on se défend. Et défendre nos droits dans le monde du travail ne nous empêchera pas d'attaquer le travail. De le détourner, de s'y débattre, de l'éviter, de le saboter. Et de tisser des liens de solidarité, dans le travail et contre lui.

# Quelques dizaines de personnes de banlieue parisienne, Précaires, chômeuses, fonctionnaires, doctorantes... qui bossent au black, en CDI ou sans salaires.

c'est contre-balancé par une hostilité affirmée vis-à-vis des bacqueux qui se font chasser à nouveau. Une sorte de batucada de poubelles-barricades réveille le quartier. Vers 1h30, les flics commencent à s'approcher et à nasser ceux et celles qui restent calmement sur la place. Vers 2h du mat', un brusque mouvement policier de matraquage-gazage repousse l'ensemble des manifestant.e.s hors du boulevard et les compresse dans un coin de la place Maubert.

# 7 – Manif sous contrôle place Maubert - République. Vers 3h30 du mat', après vote et négociations avec la police, les flics laissent repartir les gens nassés.e.s en manif jusqu'à République, sous escorte policière. A ce moment-là, 50

autres personnes arrivent en renfort de République et se joignent à la manifestation qui repart, escortée de place Maubert jusqu'à République. Tout du long, les 250 personnes scandent «Paris, debout, soulève-toi». La manif arrive vers 4h du mat' sur la place de la République, accueillie par la centaine de personnes qui y sont encore à cette heure tardive. Une AG s'improvise immédiatement pour déterminer les actions à venir dans les prochains jours et une résistance à une éventuelle expulsion de l'occupation.

# SEPT MANIFS EN DIX-SEPT HEURES, QUI DIT MIEUX ?

# 7 AVRIL

# Plusieurs lycées bloqués sur Paris-banlieue, plusieurs arrestations dans le 92, 77, 95.

**Q**UELQUES RÉFLEXIONS, À PARTIR DES RÉSISTANCES GÉNÉRALISÉES À LA LOI TRAVAIL, AUX GRANDS PROJETS DE MERDE, À LA CHASSE AUX MIGRANT-E-S ET AUX PAUVRES, À LA TERRORISATION ANTITERRORISTE, BREF À L'OFFENSIVE ÉTATICO-CAPITALISTE, POUR LA CONSTRUCTION DE L'AUTONOMIE POLITIQUE ET MATÉRIELLE D'UN MOUVEMENT DE SUBVERSION GÉNÉRALISÉ DU PRÉSENT.

## DE LA "CONVERGENCE DES LUTTES" À LA CONSISTANCE DES RESISTANCES

[...] En 10 ans, l'imaginaire du retour au plein-emploi et l'idéologie productiviste a continué de perdre en puissance. Mais celui de l'auto-entreprenariat cybernétique, des «communautés créatives» et du revenu universel/contributif/citoyen/de base se généralise.

Ce qui se passe aussi c'est qu'on sent bien que les pauvres slogans de défense des acquis sociaux, de déploration du chômage, de «non non non à la Loi Travail!» «des emplois pour tous!», sonnent plus éculés, creux et dépressifs que jamais. Il n'y a qu'à voir, à Nancy le 9 mars dernier, comment l'orateur de Sud paraissait bien seul à exhorter les «jeunes» à venir parler à sa tribune improvisée, avec sa sono criarde et son anticapitalisme à la papa. En fait, dans

8  
AVRIL

# Voiture brûlée, policiers caillassés, feux de poubelles : des incidents ont à nouveau lieu dans plusieurs lycées d'Ile-de-France. 38 interpellations, dont 15 pour contrôle d'identité.

# À l'initiative de l'assemblée de Nuit Debout, deux banques sont repeintes sur la place de la République.

9  
AVRIL

# La manif «unitaire» rassemble environ 100 000 personnes de République à Nation et se termine par plusieurs heures d'affrontements place de la Nation.

# Le soir, départ de la République en métro. À Stalingrad, les barrières qui empêchaient les migrants de s'installer sont démontées puis retour en manif sauvage à République. Une manif' calme mais plutôt festive, avec des chants, des fumés et quelques vitrines redécorées en fin de parcours.

## # «RETOUR SUR L'APÉRO CHEZ VALLS ET LA NUIT DE RÉVOLTE PLACE DE LA RÉPUBLIQUE DU 9 AVRIL.»

1 – APÉRO CHEZ VALLS  
Samedi 9 avril, suite à une proposition malicieuse lancée par une participante de l'AG, des milliers de personnes ont déserté la discussion vers 22h pour aller prendre «l'apéro chez Valls», plus précisément au domicile de sa compagne la violoniste Anne Gravoine qui habite à deux pas de la République, rue Keller. D'abord quelques centaines à se regrouper près de la statue, nous fûmes rapidement 2 000 après avoir fait le tour de la place pour rameuter du monde. Visages cagoulés et têtes découvertes, jeunes, vieux, en musique, cris de loups, à pas rapide ou tranquille, scandant euphoriquement «Apéro chez Valls!» ou «Nuit Debout, Valls à genoux», «À bas l'État, les flics et les patrons» et sa variante «À bas l'État, les flics et les

ces cortèges, il semblerait presque que plus personne ne croit au retour au plein emploi, mieux, que tout le monde s'en fout à part quelques syndicalistes qui se parodient infiniment.

C'est que les faits sont têtus : un taux de chômage structurel énorme, «l'Uberisation» de l'économie à base de services sans intermédiaires (autre que les plateformes numériques capitalistes) qui généralisent la marchandisation de l'activité humaine potentiellement partout et tout le temps, une croissance durablement négative ou stagnante en France et ailleurs dont même les énarques commencent à douter qu'elle revienne (et donc, dans le schéma classique, qu'elle crée des emplois), la montée en puissance des idéologies de l'économie du partage / circulaire / alternative / positive / de la fonctionnalité / numérique / de la contribution avec des figures comme Jeremy Rifkin au niveau international ou les négristes Yann Moulier-Boutang et Bernard Stiegler / Ars Industrialis en France...

Alors que l'UD CGT 44 l'a déjà fait, la CGT Vinci est en passe de se prononcer contre la construction de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, continuant d'engager une réflexion interne contre le productivisme, le sens du travail, les logiques de métropolisation. Pendant ce temps PCF français débat, à Paris, du 18 au 19 mars, de la «révolution numérique» lors des états généraux du même nom visant à «s'occuper de la révolution économique avant qu'elle s'occupe de nous» (comprendre : faire face à la nouvelle vague de prolétarianisation massive – symbolique et économique – de la «révolution numérique»).

En d'autres termes, beaucoup de nos ennemis ou nos récupérateurs pourraient très bien crier eux aussi «Fin de

la Loi Travail et fin du Travail!», car ils préparent et prolongent la réforme de la valorisation capitaliste engagée depuis les années 70. Le modèle en sera toujours la généralisation de la forme entreprise à toute la vie, ça et là émaillée de prises en charge citoyenne des «biens communs» (institutions «participatives» pilotés par l'Etat, associations, coopératives sous de multiples formes). Bref, un capitalisme diffracté en multiples zones avec à un bout de la palette ses camps de concentrations pour migrant-e-s et autres surnuméraires (plus ou moins codifiés sous la forme des «terroristes» ou autres déviants) et à l'autre ses communautés créatives citoyennes et contributives.

Il ne s'agira donc pas uniquement de crier «La loi "Travaille!" on s'en fout, on veut plus de Travail du tout!». Nous avons donc un gros travail théorique de clarification, à partir des expériences de communautés de luttes qui s'autonomisent, de ce que «défaire l'économie et le capitalisme» veut dire. D'à quoi pourrait ressembler une subversion révolutionnaire de grande ampleur, pans par pans, et comment elle pourrait, surtout, se pérenniser. Car nos ennemis peuplent déjà l'après-productivisme et la «post-croissance» de leurs imaginaires de production alternative horizontale, «d'entreprises libérées» autonomes, de territoire d'expérimentation du «revenu contributif», etc, et autres leurres empêchant la conflictualité sociale envers tout ce qui nous domine.

#### **QUELQUES PISTES D'ACTIONS ET DE RÉFLEXIONS POUR QUE LA SÉQUENCE OFFENSIVE QUI S'OUVRENE SE REFERME PLUS**

DÉLIONS LES LANGUES SANS PLUS ATTENDRE

Multiplions les lieux communs où déployer des conseils de lutte autonomes et transversaux dans tous les «secteurs» de la production-circula-

tion-consommation capitaliste : université, centres sociaux, squats, lycées, places publiques, assemblées de chômeur-euses, de travailleur-euses, etc...

#### **PRENONS PLACE(S)**

Multiplions les discussions et interventions collectives, créatives, joyeuses, offensives, dans la rue, les places, les secteurs occupés. Cantines de lutte, déclamations de textes, distributions de tracts, discussions de fond, tenue des «AGs» hors des facs ou autres lieux en grève... Agrégeons les foules solitaires par l'énergie centripète de notre révolte!

**CIBLONS AUSSI, PAR PLA PAROLE ET LES ACTES, - CEUX QUI RESTRUCTURENT UN CAPITALISME «AUTONOME» OU «AUTO-ORGANISÉ» OÙ TOUTE LA VIE DEVIENT UNE ENTREPRISE ENTHOUSIASTE, POUR PROPAGER LA DÉMOBILISATION GÉNÉRALE**

Les cibles logiques de notre révolte des deux premières semaines, le PS, le MEDEF, les gares, les comicos, etc... devront bientôt s'enrichir d'interventions stratégiques envers toute la nébuleuse (auto)entrepreneuriale plus ou moins smart, technophile, écocitoyenne et leurs idéologues (par exemple les magazines *Socialter*, *Usbek & Rica*, etc). Sans oublier que beaucoup de ceux qui tombent dans ce piège raffiné du capital sont sincèrement enthousiastes à l'idée de rendre le monde meilleur par l'entrepreneuriat social et les espaces collaboratif de co-working créatif.

#### **ORGANISONS-NOUS POUR ALLER A LA RENCONTRE, DIRECTEMENT, DE TOUTES CELLES ET CEUX QUI LUTTENT, QUI HESITENT, QUI CHERCHENT A SE REN- CONTRER POUR DÉPASSER L'ISOLEMENT ET VIVRE PLEINEMENT.**

# Extrait d'un texte publié  
sur [paris-lutte.info](http://paris-lutte.info) le 25 mars 2016.

Macron». Il y avait quelque chose d'impressionnant à voir la longue traînée de la foule enthousiaste s'emparant des rues dans un beau bordel incontrôlé. Un sentiment flottait, celui de vivre quelque chose d'inédit, d'historique.

C'était sans doute la première fois depuis le CPE qu'une manifestation non encadrée réunissait plus de 2 000 personnes. Sans doute inédit aussi, au moins au cours des dernières décennies, le fait de cibler le domicile personnel d'un haut-dirigeant, dont le corps est sacralisé depuis des siècles en France (monarchie absolue, vieille construction étatique, tout ça tout ça). Cette foule en mouvement transpirait une espèce de rage joyeuse, primaire, comme venue du temps lointain des émeutes sponta-

nées de la plèbe, des jacqueries rurales et des embrasements urbains, qui contraignirent en un autre temps les monarques à délocaliser leur résidence à Versailles pour échapper au petit peuple révolté de Paris. En bref, ça sentait la fête de l'arrachage de chemise!

Le long du cortège aller, de nombreuses poubelles sont mises en travers de la rue pour barricader. Régulièrement, d'autres personnes les enlèvent pour ne pas gêner la circulation. Une forme de tolérance mutuelle entre différentes pratiques semble exister, sans toutefois que tout se «tienne» vraiment. À l'arrivée dans les rues mitoyennes de la rue Keller, l'ambiance s'embrase au rythme des percussions et des poings contre les rideaux tirés des boutiques. Un lourd

fracas annonçant l'apéro et ses cocktails. Pour beaucoup c'est sans doute la première fois qu'ils vivent une telle ambiance, euphorisante mais aussi angoissante (le bruit, les cris, les personnes cagoulées qui préparent des munitions en prenant du matos de chantier). Ça et là, des échanges ont lieu pour préparer au mieux la situation d'affrontement qui semble inéluctable à celles et ceux qui, visiblement, n'en ont pas l'habitude : «Ça va, tu te sens bien, t'as pas peur?» «Non, ça va.», «Si ça commence à chauffer devant et que tu le sens pas tu peux rester en deuxième ligne, voilà du sérum phy pour les gazs».

Arrivée à l'angle de la rue Keller, une ligne de camions de CRS polarise les affrontements pendant quelques minutes, cependant que quelques

militaires ahuris sortant de leur caserne sont sommés par la foule et des bouteilles volantes d'y rentrer vite fait bien fait. Un gazage massif s'en suit qui contraint le cortège à tenter de passer par un autre itinéraire. À ce stade il est difficile d'estimer mais nous sommes sans doute autour de 1 000 personnes ou plus.

On tente de contourner l'obstacle, en passant devant le commissariat du 11<sup>e</sup> celui-ci se fait copieusement arroser et les flics complètement dépassés installent des grilles de chantier pour se protéger. Pendant ce temps là des barricades et un feu sont installés en plein milieu du carrefour. Le gazage par les flics du commissariat achève de diviser le cortège. De nombreuses personnes rebroussement chemin, à cause

# LE TRAVAIL NE FERA PAS SA LOI

## DEVOIR TRIMER ET EN PLUS SOURIRE

**S**i aujourd'hui pour la grande majorité d'entre nous travail ne rime pas avec usine et chaîne de montage, ce n'est pas pour autant qu'il est devenu une activité émancipatrice à laquelle on se rend gaie. Les conditions de travail aliénantes n'ont pas disparu. Au contraire, elles se sont largement étendues aux métiers dit « de service » : passer des articles 8 heures d'affilée sur une caisse de supermarché, servir des assiettes brûlantes à des clients avec le sourire, assembler toutes ses soirées des plats préparés pour la livraison rapide, trier des papiers pour des grandes entreprises des journées entières dans des open-space de 100 personnes... Bref, le travail répétitif, abrutissant et mal payé a un bel avenir devant lui, toujours au bénéfice de la classe dominante. Le statut d'ouvriers des services se précarise toujours plus. Refuser de faire des heures sup' en CDD ou en Interm est vite synonyme de non-renouvellement de contrat. Alors, faire grève relève d'un petit exploit. Le léger sentiment de dignité qu'on y gagne est rapidement contrebalancé par le risque de perdre son taf.

Pour d'autres, le quotidien ressemble à de l'auto-exploitation permanente : conducteur VTC toujours disponible pour récupérer des clients, auto-entrepreneur pour vendre des journaux, travailleuse semi-bénévole dans une association... Ce faux choix est bien plus décidé sous la contrainte maté-

rielle que derrière une quelconque « liberté de travailler quand je veux où je veux ». On assiste tout simplement au retour du travail à la tâche. Si on ne travaille pas toujours beaucoup, on n'est jamais vraiment au repos. La frontière entre le temps de travail et de non-travail se floute complètement, le tout pour des revenus souvent incertains et sans aucunes garanties sur l'avenir.

Ces boulots de service absurdes et cette idéologie de l'auto-entrepreneur qui gère et maîtrise sa vie ont en commun de ne plus seulement nous demander de travailler, de faire le job pour avoir de quoi survivre, mais exigent aussi de nous d'adhérer pleinement au projet de l'entreprise et de la société du travail. L'apparence, la motivation, le bon feeling dans la relation avec le client ou entre collègues deviennent aussi importants que le travail fourni en soi. Il faut être dynamique, présentable, sociable, et si possible plus que le collègue. L'évaluation est permanente et intégrée, que ce soit à travers les brimades des petits chefs ou les notes d'appréciation des sites internet et des réseaux sociaux. C'est parfois difficile de ne pas associer un échec professionnel au sentiment d'être trop faible, trop moche ou trop con pour cette société. C'est la mise en concurrence de tous contre tous pour quelques places qui n'ont d'ailleurs pas grand chose d'enviables. L'avenir du capitalisme ne sera radieux que pour une classe de privilégiés et d'exploiteurs. Pour nous, ce sont des conditions d'existences toujours plus précaires.

## PLACE OCCUPÉE, MAIS OÙ SOMMES-NOUS ?

Alors, la loi travail n'est qu'une étape parmi d'autres dans ce processus. Mais, pour le moment, tout ne se passe pas comme prévu et c'est très enthousiasmant. Le contexte d'une forte mobilisation n'était pourtant pas favorable

entre état d'urgence, appel à l'union nationale et gauche au pouvoir disposant de ses habituels relais pour maintenir un semblant de paix sociale. On pourrait même dire que c'est original un mouvement contre une réforme liée au travail avec le Parti Socialiste aux affaires. Nous, ça fait longtemps qu'on y croit pas mais au moins maintenant les choses sont claires pour tout le monde. Finie la croyance dans l'alternance qui devait enfin défendre les aspirations des travailleurs, chômeurs et précaires. Plus question d'esprit de responsabilité aux prochaines élections : la gauche au pouvoir depuis 35 ans n'a fait que poursuivre une gestion capitaliste, raciste et autoritaire de l'Etat français.

L'autre chose, c'est que même si elles n'ont bien sûr pas disparues, ce mouvement arrive dans une période de décomposition des organisations politiques traditionnelles. Et ça fait du bien de se débarrasser un peu de la puissance des bureaucraties syndicales et politiques, de leurs manœuvres pour tout encadrer et récupérer la contestation, de leurs chefs providentiels et de leurs services d'ordre qui n'hésitent pas à donner du coup de poing en manif si on ne suit pas leurs ordres.

L'enjeu est d'éviter que cette désagrégation ne débouche sur davantage d'isolement et d'individualisme dans les luttes. Les changements que nous pourrions obtenir ne viendront que d'un rapport de force avec le pouvoir. Ce qui ne découle pas de l'addition d'individus mais de notre capacité à s'organiser collectivement. Avoir des lieux publics, ouverts, où se réunir, se rencontrer, s'organiser et même s'embrouiller est l'une des premières nécessités d'un mouvement. Face aux fermetures administratives des universités et aux difficul-

des gaz, de l'impression de ne pas pouvoir prendre l'apéro comme prévu, ou de la polarisation de l'affrontement sur le commissariat. Un moment de flottement s'en suit. Pendant ce temps là un journaliste interviewe une manifestante qui dit quelque chose comme « Oui moi je pense qu'il faut expulser Valls, le licencié, mais peut-être pas avec des manières comme celle-là ? », et un autre manifestant prend le micro pour dire un truc comme « Moi je pense qu'il faut pendre Valls avec les tripes de Macron, et l'intérêt d'une manifestation comme celle-là c'est de réussir à assumer une diversité de pratiques et de positions politiques, en prenant soin les uns des autres pour que tout le monde puisse s'y retrou-

ver ! », ce à quoi le preneur de son rigole en levant le pouce.

Le cortège se remet en branle et, après s'être heurté à nouveau au dispositif policier de l'autre côté de la rue, tente de revenir par le premier passage. Les keufs bloquent alors toutes les échappatoires possibles et nassent le pâté de maison pendant une petite heure, cependant que des dizaines de personnes manifestent bruyamment leur soutien, dans la rue et à la fenêtre de leurs apparts, derrière la ligne de flics. Dans la nasse le « Tout le monde déteste la police » s'oppose au « La police avec nous ». Des dizaines de personnes sortent discrètement par une porte dérobée via la cour d'un immeuble, puis les flics finissent

par libérer la nasse et sont aidés à la sortie par une foule compacte qui les pousse en criant « Cassez-vous ! » « Rémi / Zyed et Bouna on t'oublie pas ! ». Après un petit gazage au spray poivre, nous voici à nous compter boulevard Voltaire, heureux d'être à nouveau sans dispositif policier.

## 2 - LE PÉRIPE DU RETOUR

Nous sommes 500 et nous reprenons le chemin de retour vers République, souvent encouragés par les klaxons des voitures et de certains taxis. L'ambiance est tranquille, comme une petite marche pour rentrer à la maison sauf qu'on est plusieurs centaines sur la rue. Des poubelles sont également posées sur le boulevard (l'impression cette-fois ci que beaucoup moins de gens cherchent à les

enlever). Une fois n'est pas coutume on passe à côté d'un chantier et une voix s'écrit « Prenons des barrières pour barricader Répu ! ». Ce à quoi des dizaines de corps, cagoulés ou pas, gantés ou pas, s'affairent, comme une évidence. De grosses barres à mines de chantier sont également prises, ça peut toujours servir.

À ce niveau là du cortège, une nouvelle invitation circule, simple, évidente : « On se fait les banques ! ». Quelques personnes tentent bien de dire « pas de casse ! », « c'est pas comme ça qu'on fait avancer les choses ! », mais le slogan qui s'impose tout au long du retour est bel et bien « Tout le monde déteste les banquiers ! ». Le cortège d'aller à 2 000-3 000



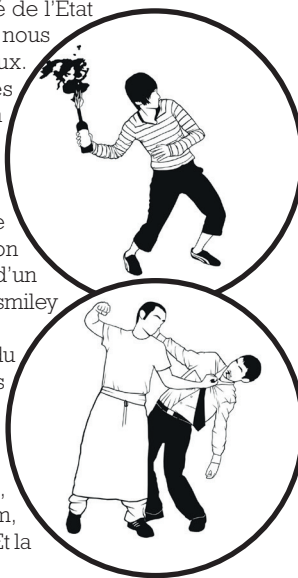
tés de tenir un lieu grand et accessible à Paris, l'occupation de la Place de la République apparaît de fait comme une réponse à cette nécessité. Evidemment hétéroclite, confuse et chaotique, il n'en demeure pas moins que cette initiative réunit des milliers de personnes chaque jour et tient en dépit des opérations de police (et de la pluie).

Espérons juste que cette occupation ne centralisera pas toutes les énergies et que d'autres initiatives participeront à la dynamique du mouvement. Espérons surtout que cette occupation ne s'enfermera pas dans une idéologie qui, en se prétendant en permanence citoyenne et démocrate, annihile de fait toute analyse de la conflictualité sociale et toute possibilité de s'organiser concrètement. Voter frénétiquement en AG toutes les propositions (le plus souvent sans réalisation effective derrière) ne garantit en rien l'implication du plus grand nombre et la transparence de la décision. Cela avalise bien davantage un rapport individuel et abstrait à la lutte : tu peux voter pour les cahiers de doléances à la sortie du métro, contre le déménagement de la cantine, t'abstenir sur le vandalisme sans jamais ni t'impliquer ni t'organiser collectivement.

Le risque également de cette idéologie citoyenno-démocrate est une dépolitisation, une simplification à l'extrême et un déni de la conflictualité sociale derrière des slogans comme «les 99% face au 1%» ou «la police avec nous». La police tue dans les quartiers, tabasse en manifs, mutile à coup de flashballs. Ils

sont et seront toujours du côté de l'Etat et des dominants. Alors, non, nous ne construirons rien avec eux. Pour nous, la lutte des classes n'a pas disparu avec le déclin de la société industrielle. Ce système capitaliste continue plus que jamais de profiter à une classe dominante qui ne cèdera que sous la pression d'un rapport de force et pas d'un bulletin de vote ni de 80000 smiley sur Pêriscope.

Alors, essayons de profiter du joyeux bordel pour être moins isolés, se retrouver dans une assemblée générale, une occupation d'un subway, un blocage d'un magasin H&M, un saccage de boîte d'interim, une manifestation sauvage... Et la liste est encore bien longue !



### LES PATRONS ET LE GOUVERNEMENT NE COMPRENNENT QU'UN LANGAGE : GREVE, BLOCAGE, SABOTAGE !

# Des exploités.e.s pas si atomisés.e.s.  
Paris-banlieue, avril 2016.

Dédicace à tous les chômeuses et  
chômeurs, précaires, rsastes,  
autoexploités.e.s, ouvriers et ouvrières  
de la société de services.

ne se tenait pas vraiment étant donné la grande diversité des pratiques et des positions, tout au plus une sorte de tolérance molle. Ce cortège de retour à 500, plus restreint mais loin d'être uniquement «radical», est quasiment d'un bloc (malgré quelques voix discordantes mais minoritaires).

Chaque vitrine pétée, à coup de marteau, de pavés, de barre de chantier ou au pied, est systématiquement acclamée. C'est l'euphorie. «Attendez on a oublié Groupama!». «Et l'agence immobilière!». Les voisins à la fenêtre et les clients médusés des bars, légèrement effrayés, sont rassurés par quelques personnes qui, comme à l'aller, prennent le temps d'expliquer et de communiquer l'enthousiasme (manière de dire qu'une fois encore il ne faut pas se focaliser sur la casse pour la casse) : «Vous inquiétez pas, on est en lutte contre la loi travail et son monde, on ne fait que péter les banques et toutes les institutions qui nous pourrissent la vie, venez!». Beaucoup réagissent de manière positive. Un dépla-

cement un peu fou naît dans ce cortège : l'évidence stratégique à attaquer, en commun, des cibles logiques de l'exploitation capitaliste au premier chef duquel les banques.

#### 3 - BLOCAGE DE LA PLACE

##### ET FEUX DE JOIE :

Arrivé sur la place de la Commune, tout le monde est chaud bouillant. «Allez, on se fait l'hôtel 4 étoiles et toute les banques de la place!» entend-on hurler, «on continue en manif' sauvage et on récupère le reste des gens sur la place!». Un débat s'installe pourtant au sein du cortège : «Peut-être qu'on doit éviter de péter tous les trucs autour de Répu car c'est un peu la maison où beaucoup de gens dorment et on veut éviter de donner trop de prétextes d'intervention? Peut-être qu'on doit continuer d'aller attaquer des cibles partout ailleurs mais pas sur la place au sens strict?». Au sein de ce moment de flottement, un grand feu de joie est allumé avec des palettes et des cartons et la trance music envahit les corps grâce à une petite sono mobile sortie d'on ne sait où. Nous sommes des

centaines à bloquer la circulation. Le «service sérénité» de la Nuit Debout est complètement dépassé, flippé, angoissé à l'idée d'une intervention des flics, de la «décrédibilisation du mouvement», ils tenteront d'ailleurs à plusieurs reprises de diffuser la rumeur fausse d'une intervention imminente des keufs pour encourager les

gens à ne plus bloquer la circulation, prélude aux tentatives de dissociation des jours suivants par la bureaucratie communiquante des commissions.

Faute d'un nouveau départ en manif sauvage les barricades s'installent sur tout le côté gauche de la place de la République, le feu continue de crépiter et les corps de danser. Il est maintenant 2 heures du matin, l'alcool circule, l'ambiance est à la fête. Les personnes présentes sont bien plus diversifiées que celles que l'on voit en AG, sans parler bien sûr des formes d'expression. Une autre tentative de départ en manif' sauvage vers la rue du Temple avorte vers 3h du matin. Certaines personnes vraiment motivées à partir en manif' tentent de faire cramer une poubelle, ce qui est empêché par des personnes du service sérénité et donne lieu à un échange nauséabond mettant à jour un certain mépris «de classe» de la part de personnes qui tiennent absolument à leur identité de «mouvement citoyen» propre sur eux et limité à une AG délibérative et des stands, et cherchent à décréter qui «est Nuit Debout» et qui ne l'est pas.

Finalement, l'énergie est déplacée à l'intersection du boulevard de Saint-Denis où une nouvelle barricade interrompt définitivement la circulation autour de la place. On boit des coups, on s'allonge sur la route, cependant que sur la place une scène électro et reggae bat son plein et que des centaines de personnes dansent. C'est surréaliste de voir la place de la Rep' désertée de son trafic incessant. À 3h30 c'est une autolib de Bolloré qui est la cible de la vindicte populaire : d'abord arrachée de sa borne puis placée devant la barricade, elle est ensuite défoncée puis brûlée. C'est très beau un tout petit morceau de Bolloré qui brûle. À côté, les corps continuent de danser. Les keufs et les pompiers interviennent au bout de 5 minutes, avec gazs et flashballs, blessant et arrêtant plusieurs personnes (surtout celles qui sont bourrées et pas dans des collectifs organisés), une ambiance émeutière s'installe sur la place. La BAC commence à quadriller la place. La scène musicale est contrainte d'interrompre le son pour un moment, beaucoup de personnes désertent.

Après l'intervention la police se retire et la soirée continue jusqu'à l'aube dans une ambiance détendue. Les craintes du service sérénité que «la police-arrive-et-nous-expulse-tous» ne se sont pas matérialisées.

Pour beaucoup, cette soirée a été absolument magique et a confirmé un tournant depuis le début de la lutte contre la loi «Travail!» et son monde.

(Extraits d'un récit publié sur  
paris-luttes.info le 20 avril.)

# RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL! PAS DE DROIT DU TRAVAIL SANS DROIT AU CHÔMAGE!

**D**issipons un malentendu. Ni tout à fait imbéciles ni tout à fait naïfs, nous n'avions pourtant pas compris ce « Mon ennemi c'est la finance » adressé peu avant la dernière alternance politique à un électoralat populaire alors instamment sollicité. Ce n'est qu'avec les actes qui ont suivi ces paroles que l'énoncé a pris sens. Il fallait simplement prolonger

la phrase : l'ennemi dont il était question, c'était « la finance »... des pauvres, des précaires et des salariés. Eh oui, le « changement » c'était ça, et pas autre chose : alors que plus de 40 milliards de crédit d'impôts ont été offerts aux entreprises au nom de la compétitivité, les intérimaires ont vu leurs droits sociaux rabotés, d'innombrables « chômeurs en activité à temps réduit » ont subi les dommages de « droits rechargeables » qui réduisent leurs allocations ; le SMIC horaire est toujours aussi faible pour des emplois toujours plus sous pression tandis que les salaires stagnent ; un RSA en baisse est assorti de davantage de stigmatisation et de contrôle de ceux qui en dépendent...

L'austérité, c'est faire travailler plus, faire plus de profit, contrôler davantage le temps des vivants pour une économie qui n'est rien d'autre que la politique du capital. Après quarante ans de précarisation et de chômage de masse, le mythe du

plein emploi, et sa version édulcorée « la création d'emploi », sont encore et toujours invoqués pour mettre en concurrence des pans de plus en plus larges de la population, au nom de la raison économique. C'est encore au nom de l'emploi – et par là même, implicitement, au nom du droit au travail – que le gouvernement entend renverser le droit du travail avec sa loi Travail. Une fois de plus, il faudrait accepter davantage de flexibilité et moins de droits. On cherche par tous les moyens à nous acculer à un chacun pour soi suicidaire.

Venons-en à l'avant-dernier épisode de la série de mauvais coups qui ont précédé l'ultime tentative de renversement du droit du travail en droit des entreprises, en droit du capital.

## PRÉCARISER LES CHÔMEURS POUR PRÉCARISER TOUT LE MONDE

Ce détour-là est en réalité indispensable car, comme souvent, c'est à la périphérie du prétendu « contrat social », parmi les « étrangers » et les « chômeurs », que sont initiées des manœuvres décisives pour l'ensemble de la population. En janvier dernier, devant les négociations des partenaires « sociaux » sur l'assurance chômage, le premier président de la République à avoir été formé à HEC a lancé les hostilités. Hollande a décrit l'indemnisation du chômage comme étant des plus « généreuses » et appelé à de « raisonnables efforts » pour résorber un « déficit » à l'existence contestable, les cotisations étant toujours largement supérieures aux indemnités versées. Une fois l'offensive lancée, les experts de la Cour des comptes ont rempli leur rôle en maquillant les mécanismes d'un déficit de l'Unedic dont il s'agissait avant tout de dramatiser l'ampleur. Divers hiérarques socialistes ont fait chœur, puis la ministre du Travail, suggérant d'instaurer la dégressivité des allocations chômage, a brandi la menace : une réduction insuffisante du « déficit » par les partenaires « sociaux » conduirait l'État à refuser d'agréer le protocole Unedic et à « reprendre la main » pour imposer sa convention chômage, son plan d'économie contre les chômeurs.

Pour nos écono-maîtres, que 57 % des chômeurs soient actuellement dépourvus d'allocations chômage ne suffit pas ! Le plan d'austérité annoncé implique de diminuer de 800 millions d'euros le montant des allocations. Le ministère du Budget a établi des scénarii de

coupes budgétaires : une diminution de 100 jours de la durée d'indemnisation toucherait 400 000 personnes ; un jour d'emploi ne vaudrait plus un jour indemnisé mais 0,9, ce qui réduirait les droits de 947 000 allocataires ; diminuer l'indemnisation de 57 % à 49 % de l'ancien salaire brut affecterait 1,28 million de chômeurs. En actionnant les curseurs avec dextérité, les économies pourraient même dépasser les 800 millions escomptés.

## AUCUN SCRUPULE N'ARRÊTERA NOS DIRIGEANTS...

Sans droit au chômage, sans droits des chômeurs, le droit du travail continuera d'être battu en brèche. De fait, la contre-réforme est permanente et elle se déploie sur de multiples plans. Ainsi, bien que les syndicats n'en disent mot, l'instauration d'une prime d'activité, qui vient remplacer des compléments RSA chichement alloués à des salariés précaires et la « prime pour l'emploi », est une énième disposition destinée à fabriquer en quantité de nouveaux travailleurs pauvres.

Tous ceux qui sont ici aujourd'hui savent bien que s'exprimer sur les réseaux sociaux et pétitionner ne suffira pas. À nous tous de le faire savoir, à chacun de nous d'inviter à une mobilisation « dans la vraie vie ». Seule une telle mobilisation, massive, déterminée, pourra obtenir le retrait de la Loi travail et donner un coup d'arrêt à une politique de précarisation qui s'applique partout, par-delà les divers statuts juridiques sous lesquels nous sommes enrôlés dans la production (CDI, CDD, auto-entrepreneur, CDDU, stagiaires, intérim...). Si la rue ne fait pas la loi, force restera aux lois de l'économie.

**POUR EUX, CE QUI NE COÛTE RIEN NE VAUT RIEN. QU'À CELA NE TIENNE ! PRÉ-  
NONS NOS AFFAIRES EN MAINS, ORGANI-  
SONS-NOUS COLLECTIVEMENT POUR FAIRE  
GRÈVE, BLOQUER L'ÉCONOMIE ET LUI  
NUIRE, ET LE POUVOIR DEVRA RÉGULER.  
CE N'EST PAS LA RICHESSE QUI MANQUE.  
UNIS, DÉTERMINÉS, EN LUTTE, NOUS SAU-  
RONS INVENTER D'AUTRES PRATIQUES,  
DE NOUVEAUX DROITS COLLECTIFS ET  
IMPOSER UNE TOUT AUTRE LOGIQUE.**

# Coordination des intermittents  
et précaires d'Île-de-France  
[www.cip-idf.org/](http://www.cip-idf.org/)  
[www.facebook.com/CipIdf](https://www.facebook.com/CipIdf)  
Twitter : @CIPIDF

## TOUS LES PREMIERS VENDREDIS DU MOIS, CAFÉ DES CAFARDS

En Île-de-France, nous sommes des centaines de milliers à dépendre, pour nos revenus, le logement, bref, pour vivre, des institutions sociales ; des centaines de milliers à être considérés par la CAF, Pôle-Emploi, ou la Sécu, comme des fraudeurs en puissance, des mauvais pauvres à rééduquer, et à ce titre, contraints de nous soumettre à des contrôles, des humiliations, à l'arbitraire, pour conserver nos maigres allocations.

Au chômage comme dans l'emploi, la culpabilisation, la peur de se faire radier ou virer tend à neutraliser toute défense collective. Pour s'opposer à cette politique, les CAFards, collectif de chômeuses et précaires, proposent un rendez-vous le 1er vendredi de chaque mois, de 16h30 à 19h30 pour échanger les expériences, débrouiller ensemble des dossiers litigieux, s'organiser pour partager les moyens de se défendre et affirmer d'autres valeurs que celles du travail et du mérite, d'autres désirs que ceux que cette société veut nous faire intérioriser.

Ils cherchent à nous enfermer dans la peur et l'isolement, nous avons à inventer de nouvelles formes de lutte et de solidarité !

Les premiers vendredi de chaque mois, de 16h30 à 19h30 au Rémouleur (106 rue Victor Hugo à Bagnolet, Métro Robespierre ou Gallieni).

<https://cafard93.wordpress.com/>

11  
AVRIL

# Petite manif sauvage dans la nuit, de la place de la République jusque dans les rues du XI<sup>e</sup> arrdt. pour revenir ensuite sur la place.

12  
AVRIL

# Plusieurs centaines de personnes tentent en vain de bloquer les voies à la gare St-Lazare, en solidarité avec les cheminots.

# Manif sauvage entre St-Lazare et Opéra, puis entre Réaumur-Sébastopol et République.

# Dans la soirée, une manif sauvage part de République jusqu'au commissariat du II<sup>e</sup> arrdt., en solidarité avec la personne arrêtée dans l'après-midi à Opéra. Plus tard dans

la nuit, les manifestant.e.s repartent ensemble vers la place de la République

14  
AVRIL

# Plusieurs lycées sont bloqués, sur Paris et en banlieue.

Avec la coordination étudiante, la coordination des intermittents et précaires d'IDF et bien d'autres, nous sommes en action ce mercredi 20 avril. Pour-

quoi? Parce que ni les défilés rituels et les grèves d'une journée, ni l'emploi de «la violence» ne remplaceront l'arrêt du travail. Même si celle-ci se doit parfois d'être perlée, tournante, intermittente, nous aimons la grève générale.

**À TOUS CEUX QUI REFUSENT  
LA LOI TRAVAIL NOUS DISONS :  
INTERROMPRE LE TRAVAIL,  
C'EST MAINTENANT**

Les entreprises de la grande distribution, de la restauration rapide, du phone marketing et bien d'autres prospèrent sur une précarisation qui rend ultra flexibles des salariés pourtant embauchés «en fixe». De plus en plus nombreux, des emplois en CDI à temps partiel au SMIC HORAIRE, ou guère plus, imposent d'accepter, en permanence et sans barguiner, des heures complémentaires payées au même tarif, et ce au gré des besoins de l'employeur.

**LE SMIC MENSUEL C'EST RIEN, LE SMIC  
HORAIRE C'EST MOINS QUE RIEN**

Ces entreprises exploitent les 25% de lycéen.ne.s de plus de 16 ans qui travaillent déjà, des «étudiants» dont les trois quarts sont dès à présent enrôlés dans l'emploi précaire, des «mères isolées» à qui ni les minima «sociaux» ni la «prime d'activité» ne garantissent de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants, des précaires plus âgés dépourvus de droit à une pension de retraite substantielle. Sous contrat pour 15, 18 ou 20 heures hebdo, ces femmes, ces jeunes, ces «chômeurs en activité à temps réduit» travaillent souvent jusqu'à 35 voire 48h par semaine. Y compris le dimanche et la nuit. Voilà pourquoi ces temps-ci des Mac Do ont été bloqués lors des rushs dans plusieurs villes.

Non contentes d'exploiter les précaires, les entreprises visées aujourd'hui, Mac Do, Quick, Subway...

# Blocage du MacDo de la place de la République.

# La manif lycéenne du matin se termine dans une nasse policière près de la place de Stalingrad, après avoir tenté en vain d'envahir les gares de l'Est et du Nord.

# À Mantes-la-Jolie, une cinquantaine de manifestant.e.s accueillent Manuel Valls sous les huées...

# La manif «unitaire» de l'après-midi est complètement

# LA FLEXIBILITÉ EST PARTOUT, A NOUS DE LA FAIRE PAYER !

contre la société, 14 milliards d'argent public s'évapore chaque année par «optimisation fiscale». Et pendant ce temps, les précaires en tous genres payent quotidiennement la TVA sur le moindre objet...

**PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX**

Nous refusons la loi travail! Prévoir de baisser le prix des heures sup', c'est le genre de mesure que la loi travail compte généraliser. Plus le salaire ou l'allocation sont bas, plus on est forcé d'accepter de travailler davantage et à n'importe quelles conditions pour simplement survivre. Mais nous savons aussi que l'éventuel retrait de cette loi ne suffirait pas à stopper la destruction du droit du travail et des droits collectifs. Pour enrayer la dégradation des conditions de vie de tous, nous exigeons un droit au chômage, au minimum un SMIC JOUR, pour chacun.

Nous interrompons ici le travail. Pour les salariés de cette entreprise, c'est l'occasion d'une pause. Pour l'employeur, une baisse de chiffre d'affaire. Pour nous, manifestants présents, il s'agit de dire haut et fort : notre refus n'est pas gratuit, nous ferons ce qu'il faut pour qu'il coûte cher. Tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction, nous jouerons l'interruption, partout où c'est nécessaire et possible.

**PRENONS LE TEMPS DE LA LUTTE,  
DU BLOCAGE ÉCONOMIQUE.  
INTERROMPRE LE TRAVAIL,  
C'EST MAINTENANT !**

# Tract distribué lors de l'action du 20 avril à Gare du Nord (cf. chronologie).

cadennassée par des centaines de policiers anti-émeute.

Arrivée place de la République, la manif est bloquée et attaquée par les flics à coups de matraque, flashball, lacrymos et grenades de désencerclement.

# Une manif sauvage part de la place de la République vers 22h. De nombreuses enseignes capitalistes dont un concessionnaire Jaguar ont leurs devantures attaquées, et un Franprix est pillé.

défiscent leur chiffre d'affaire et leur bénéfice pour échapper à l'impôt. Alors que les «déficits» et la dette publique sont constamment utilisés comme armes de guerre

## ACTIONS BLOCAGES MACDO

**1<sup>ER</sup> BLOCAGE :**

Le 23 mars 2016, le syndicat CGT Macdo Paris Ile-de-France appelle les salariés de Macdo à se mettre en grève :

# Pour un salaire de base d'au moins 13€/heure.

# Pour une majoration de 50% à partir de 21h.

# Pour un salaire double les dimanche et jours fériés, sans condition d'ancienneté.

# Pour une égalité salariale entre salariés Macdo France et salariés sous franchise

Un rassemblement a lieu au MacDo de Gare du Nord où les employés sont en grève.

**2<sup>E</sup> BLOCAGE :**

Le jeudi 14 avril est une journée de mobilisation internationale : entre 200 et 300 MacDo ont été bloqués dans le monde. Ce jour-là, en Île-de-France, des salariés du Mac Do ont fait grève et ont bloqué les restaurants de Disney, Gare du Nord, Gare de l'Est. En solidarité avec les salarié.e.s en grève, les Comités d'action ont organisé le même jour le blocage du Macdo Place de la République à Paris.

**3<sup>E</sup> BLOCAGE :**

Le mercredi 20 avril est une journée d'action «ON BLOQUE TOUT» à l'appel des coordinations étudiantes, de la coordination des intermittent.e.s et précaires et d'autres.

A Paris, trois établissements de la restauration rapide situés devant l'entrée principale de la Gare du Nord (MacDo, Subway, Quick), temples de l'emploi précaire en CDI aux conditions de travail déplorables, sont bloqués par des manifestants. En plein rush, les employés ne travaillent plus, les clients ne consomment plus, le chiffre d'affaire ne rentre plus ! Les équipiers du Macdo qui étaient en grève lundi ne sont pas mécontents de voir le travail s'arrêter à nouveau. Une occasion de recauser de la grève du 28 avril qui se prépare ?

**ET LA SUITE SAMEDI 30 AVRIL : DES SALARIÉ.E.S DU MACDO  
DE SAINT-BRICE DANS LE VAL D'OISE APPELLENT À VENIR LES  
SOUTENIR DANS LEUR LUTTE.**

**15  
AVRIL**

# En fin de soirée, affrontements sur la place de la République, des banques ont leurs vitrines brisées.

**18  
AVRIL**

# Dans la soirée, une manif d'intermittent.e.s (environ 1 000 personnes) part de Châtelet et arrive sur la place de la République. Puis, 400 personnes partent en manif sauvage sur le boulevard du Temple, sont bloquées, repartent par l'avenue de la République et y sont bloquées à nouveau.

**19  
AVRIL**

# Action appelée par le comité action Précarité de la bourse du travail. Vistes et distribution de tracts dans plusieurs agences de la CAF, de Pôle-emploi, ainsi qu'aux MacDo de Gare de l'Est et Gare du Nord.

**20  
AVRIL**

# Blocage de trois fast-food à Gare du nord en solidarité avec les travailleurs de la restauration rapide. Succès de l'action mais 200 manifestants restent nassés par les flics pendant plusieurs heures.

# ÇA PASSE ET ÇA CASSE

(OU COMMENT PARLER DE CASSEURS  
POUR TENTER DE CASSE LE MOUVEMENT)

**D**epuis le début du mouvement contre la loi Travail, à Paris comme ailleurs, des actions directes ont été effectuées lors de la plupart des manifestations. Des enseignes capitalistes (banques, agences immobilières, agences d'intérim, concessionnaires automobiles, etc.) ainsi que des commissariats de police ont été attaqués de diverses manières : vitrines brisées ou devantures repeintes à l'extincteur, par des œufs de peinture ou par des graffiti. Il est même arrivé que des petits supermarchés soient pillés ! Et bien sûr, des affrontements ont eu lieu avec la police, dans des contextes assez différents (dans des grosses manifs « unitaires » comme dans des manifs sauvages, ou sur la place de la République).

Comme à pratiquement chaque mouvement social, la supposée « violence » de certain.e.s manifestant.e.s provoque des débats sans fin.

Pendant la soirée du jeudi 14 avril, une manifestation sauvage est partie de la place de la République. Le soir-même, la préfecture de police de Paris parlait d'« individus violents et déterminés (...) s'introduisant au sein de cortèges importants et non déclarés de manifestants ». Le lendemain, tous les médias s'y sont mis. France-Info estimait que « les casseurs se sont invités dans les manifestations contre la loi Travail ». Par contre, pas un mot sur le fait que les manifestations de la journée ont été cadenassées par la police, rien sur les coups de matraque, de flashball, de jets de gaz lacrymogène et de grenades de désencerclement faisant plusieurs blessés.e.s parmi les manifestant.e.s.

Depuis des dizaines d'années, le discours du pouvoir, qu'il soit étatique ou médiatique, n'a pas changé : les « casseurs » seraient une minorité à distinguer des « vrai.e.s manifestant.e.s ».

Par ailleurs, comme à chaque mouvement social, une partie des manifestant.e.s, ou de leurs « représentant.e.s », tiennent un discours dégueulasse et accusent les « casseurs » d'être des flics, ou d'être de mèche avec la police. Des accusations systématiquement aussi farfelues et mensongères que graves et dangereuses.

Pendant le mouvement anti-CPE, en 2006, pour refuser ces divisions, et

parce que l'on pensait, parce que l'on savait, qu'un mouvement est plus fort quand il instaure un rapport de force avec le pouvoir plutôt qu'un rapport de négociation ou de partenariat, parce que l'on sentait que

la diversité des moyens de lutte renforçait le mouvement lui-même, nous disions sur les banderoles, sur les murs et dans nos textes : **« NOUS SOMMES TOU-TE-S DES CASSEURS »**.

Nous disions cela aussi parce que la figure du casseur qui n'existe qu'à travers ça est un mythe. Les casseurs sont aussi celles et ceux qui te tiennent la main pour t'aider à sortir des lacrymos quand tu ne vois plus rien, celles et ceux qui te filent du sérum physiologique pour que tu puisses rouvrir les yeux, celles et ceux qui distribuent des tracts, qui portent des banderoles, qui écrivent des textes, qui organisent des caisses de grève, des comités anti-répression, des cantines, des infokiosques, des soirées de soutien, celles et ceux qui participent aux assemblées et bien sûr aux manifestations.

Les mouvements les plus puissants sont ceux qui réussissent à faire co-exister une grande diversité de moyens de lutte : la multiplication de toutes formes de manifestations, d'actions, de grèves, d'occupations, de blocages, d'assemblées, etc.

Tout le monde peut devenir « casseur », puisque c'est le pouvoir qui use de ce mot pour qualifier nos actes. Réagir à des brutalités policières, exprimer notre rage, nous défendre face à des injustices, tout cela peut faire de nous des « casseurs ». Là où le mot « violence » est brandi, nous parlons de solidarité, d'énergie collective, de réflexe salutaire, de survie élémentaire, de révolte et de désirs partagés. Nous ferons toujours bien plus que « casser ».

Parce qu'il n'y a pas de différence à faire entre les pratiques communes à chaque mouvement, nous le disons aujourd'hui encore :

**NOUS SOMMES TOU-TE-S DES CASSEURS !**

# *Godzilla et quelques ancien.ne.s combattant.e.s toujours en lutte.*  
Paris, le mardi 19 avril 2016.

# *Texte collectif distribué et lu lors de l'assemblée Nuit Debout le 19 avril sur la place de la République.*  
godzilla@squat.net

## QUELQUES PRINCIPES DE LA DÉFENSE COLLECTIVE ET L'ACTION DU GROUPE CES DERNIERS JOURS.

L'action du groupe de défense collective depuis le début du mouvement

Le groupe de défense collective (Def-col) s'est organisé à Paris au début du mouvement contre la loi travail et son monde. Depuis la mi-mars, les avocates et avocats qui travaillent avec le groupe de défense collective ont apporté leur assistance durant près de vingt-cinq gardes à vue (initiale ou prolongée) que ce soit en entretien, auditions ou confrontations, ainsi qu'à plus d'une

## COMMUNIQUÉ DU GROUPE DE DÉFENSE COLLECTIVE DU 19 AVRIL 2016

dizaine de comparutions immédiates, à trois ouvertures d'informations judiciaires et à plusieurs passages devant le juge des enfants ou le juge de la détention et des libertés. Les membres du groupe ont également assisté aux comparutions immédiates lorsque des manifestants étaient défendus pas des avocats commis d'office en essayant d'apporter toute l'aide nécessaire aux proches des prévenus. Enfin, une information aussi large que possible a été apportée durant les manifs et les actions du mouvement, ainsi que sur la place de la République à Paris. Depuis le 31 mars une ligne téléphonique (07 53 82 19 10) est ouverte, accessible 24h/24h (mais il faut laisser un message la nuit) et une permanence continue est mise en place les jours de manifs et de mobilisation.

### LES PRINCIPES DE LA DÉFENSE COLLECTIVE

Parce que la répression concerne tout le monde dans une lutte, l'action contre la répression judiciaire doit être large et auto-organisée. Autant que possible, il faut que l'anti répression soit réinvestie par le plus grand nombre et ne reste pas le domaine de spécialistes militants ou avocats. La défense collective suppose aussi de ne pas faire de tri entre de « bons » ou « mauvais » manifestants ou entre des manières de faire qui seraient légitimes et d'autres illégitimes.



Tous les participants aux manifestations et actions du mouvement en cours, ainsi que les personnes présentes sur la place de la République ou à ses abords à l'occasion des assemblées et forums Nuit Debout doivent être défendus quel que soit leur forme d'implication dans la lutte (mais ni les fachos, ni les conspirationnistes, ni Alain Finkielkraut ne font partie de la lutte).

La violence est d'abord le fait de l'État et du rapport social. La police cherche par tous les moyens à empêcher le mouvement de s'organiser et de se développer : on l'a vu clairement tant à Tolbiac le 17 mars, où les flics ont empêché violemment une assemblée générale inter-luttes de se tenir, que sur la place de la République, régulièrement vidée par les CRS qui multiplient les entraves à l'organisation (en cherchant à saisir la bouffe des cantines, la sono, etc.). Quant aux manifs, elles sont encadrées par les mobiles et CRS de manière provocante. La violence de la police est une réalité tous les jours plus évidente et le nombre de manifestants blessés, certains très sérieusement, ne cesse d'augmenter.

#### LES GARDE À VUE ET COMPARUTIONS IMMÉDIATES DE CES DERNIERS JOURS

Samedi, un manifestant arrêté place de la République à la fin de la manifestation du jeudi 14 avril est passé en comparution immédiate. Il était accusé de jets de projectile. La procureur a requis la mise en détention en attendant son procès, tout en laissant entendre qu'il n'était pas un véritable manifestant en raison des violences qu'il est supposé avoir commises. Défendu par une avocate dont le nom a été fourni par Defcol, il a été remis en liberté sous contrôle judiciaire en attendant son procès.

Par ailleurs, un mineur arrêté le jeudi matin pour violences sur un chef d'établissement a été présenté au juge des enfants. Défendu par une avocate de Defcol, il a été « mis en examen » et libéré sans mesure éducative.

Dimanche au moins un manifestant parmi les 22 arrêtés durant la nuit de vendredi à samedi (selon les chiffres de la préfecture) a été présenté devant le Juge des libertés et de la détention (JLD). Défendu par une avocate de Defcol, il a été libéré en attendant son procès.

Lundi, quatre manifestants arrêtés sont passés en comparution immédiate suite aux arrestations de la nuit de vendredi à samedi. Deux d'entre eux ont été visiblement sérieusement blessés par les

flics lors de leur interpellation : visages tuméfiés, main bandée, béquilles... Un premier manifestant, défendu par une avocate commise d'office, a accepté d'être jugé immédiatement. Il a reconnu avoir été ivre et avoir peut-être jeté des projectiles en direction des CRS. Il a été condamné à trois mois de prison avec sursis.

Un second manifestant, défendu par une avocate de Defcol, a demandé un délai pour préparer sa défense et a été libéré sans contrôle judiciaire en attendant son procès.

À la demande des proches d'un troisième manifestant, l'avocate commise d'office a accepté de demander un renvoi : il a lui aussi été libéré sans contrôle judiciaire en attendant son procès.

Enfin, un quatrième manifestant était défendu par un avocat choisi par sa famille. Accusé de violences, outrage et rébellion, il a été condamné à une amende et à payer des dommages et intérêts aux flics. Cet avocat s'est permis dans sa plaidoirie non seulement d'opérer un tri entre bons et mauvais manifestants mais il est allé jusqu'à suggérer que nous, les différents proches des autres manifestants, les membres de la caisse et les soutiens alors présents au tribunal, étions les véritables instigateurs des violences et que c'est nous qui aurions dû nous trouver dans le box à la place de son client.

#### POURQUOI AVOIR RECOURS À DEFCOL ?

Voici ce que nous écrivions lors de notre communiqué du 13 avril :

« Il faut rappeler ici que les avocats commis d'office ont souvent beaucoup de dossiers à gérer en même temps et conseillent très rarement, voire jamais, au prévenu de demander un renvoi de l'audience de comparution immédiate. » On peut dire aussi que l'on ne peut pas choisir l'avocat commis d'office et que dans le lot, il y en a bien entendu de très bons, mais aussi d'autres qui le sont moins. Désigner un avocat ou une avocate dont le nom circule dans les manifestations ou sur la place de la République, c'est éviter tous ces inconvénients.

Il faut aussi rappeler que dans tous les cas, il est très important que les proches des personnes interpellées appellent le numéro de téléphone de Defcol afin que tous les conseils nécessaires (et en particulier comment préparer des garanties de représentation) leur soient donnés. Ceci est essentiel, que les personnes

en garde à vue aient désigné un avocat de Defcol ou non.

Le groupe de défense collective tient à préciser qu'il ne vise à aucune exclusivité dans la défense des personnes interpellées, et appelle tous les participants aux différentes actions à s'auto-organiser, dans des collectifs spécifiques, contre la répression. Si ces collectifs respectent les mêmes principes que les nôtres, et en particulier celui, évidemment non négociable, de ne pas se dissocier d'une partie des manifestants en les traitant de « casseurs », une coordination entre les différents groupes de défense pourra se faire facilement et naturellement.

#### CONSEILS IMPORTANTS

# Des noms d'avocats et d'avocates circulent dans les manifs. Retenez-en au moins un !

# Quoique disent les flics (qui mentent en prétendant que ça allongera le temps de GAV), il faut toujours désigner un avocat.

# Accepter d'être jugé en comparution immédiate au lendemain d'une manif, c'est prendre un très gros risque. Demandez un renvoi de l'audience et préparez vos garanties de représentation à l'avance (certif de scolarité, de travail, logement). Confiez-les à vos proches en leur demandant, si vous êtes arrêté, d'appeler le groupe de défense collective !

# Les parents des lycéens mineurs ont le droit de désigner un avocat pour leur enfant : s'ils appellent le numéro du groupe de défense collective, on leur en fournira un.

# Reconnaître les faits en GAV, c'est se faire condamner à coup sûr. Il faut garder le silence ! On pourra ensuite, au moment du procès, fournir toutes les explications nécessaires à la justice. Ces explications ne concernent pas les flics, donc aucune raison de leur parler !

# Si vous avez n'importe quelle info sur une interpellation ou sur un proche en GAV, contactez-nous ! En particulier pour les comparutions immédiates, il est très important que les proches des personnes arrêtées nous contactent le plus tôt possible.

# Guide juridique **Face à la Police / Face à la Justice** : <http://actujuridique.com>

# [defcol@riseup.net](mailto:defcol@riseup.net)



# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE NON MIXTE

**A**L'INITIATIVE DE QUELQUES FEMMES INVESTIES DANS LES LUTTES POUR LES FEMMES, À TRAVERS DES DISCUSSIONS EN NON-MIXITÉ, DES SYNDICATS... DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES SONT APPELÉES POUR SE RÉUNIR EN NON-MIXITÉ ET POUR S'ORGANISER DANS LE CONTEXTE DE LA LUTTE CONTRE LE PROJET DE LOI TRAVAIL DIT «LOI EL KHOMRI» ET DISCUTER DES FEMMES ET DU TRAVAIL SOUS TOUTES SES FORMES (FEMMES AU CHÔMAGE, FEMMES AU FOYER, SALARIÉES, RETRAITÉES, ÉTUDIANTES ET LYCÉENNES VOUS ÊTES LES BIENVENUES).

Extrait d'un texte d'analyse du Glfm, groupe de féministes issues des luttes du syndicalisme de précaires ou des mouvements sociaux. Pour nous il s'agit de mettre en avant le féminisme dans la lutte des classes, et d'intensifier la lutte des classes dans les espaces féministes :

## A QUAND LA TRIPLE JOURNÉE ? JE M'ENNUIE !

UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LES FEMMES ET LES PROLÉTAIRES...

La loi El Khomri fait partie d'une série d'attaques contre les femmes et les prolétaires en général. Les conditions qui sont actuellement celles des couches les plus précarisées du prolétariat vont toucher tout le monde. On veut généraliser à la société entière la précarité que subissent déjà les femmes !

La situation des femmes sur le marché du travail, toujours moins bonne que celles des hommes, fait intégralement partie des moyens de coercition pour que les femmes continuent d'effectuer le travail domestique. Ce n'est ni un vieux reste d'une société en pleine évolution ni un moyen de «concilier vie professionnelle et vie familiale», mais un levier d'action qui profite aux capitalistes, et aux hommes en général. Le travail domestique effectué au profit des hommes est aussi un

cadeau pour les capitalistes, qui paient moins cher la force de travail. Les femmes subissent de

plein fouet la crise. Depuis des décennies, elles ont absorbé une bonne part de la flexibilisation du marché du travail. Elles sont la variable d'ajustement des entreprises avec le temps partiel subi et légalisé. De plus, elles sont les premières touchées par les mesures d'austérité, les coupes budgétaires. Souvent précaires, chefs de famille monoparentale et responsables du foyer, les femmes sont plus dépendantes de l'État social et les premières touchées par les coupes budgétaires imposées par les politiques d'austérité (école, crèche, CAF, santé, chômage). La crise exacerbe aussi les rapports hommes-femmes puisque la précarisation entraîne une intensification de la double journée de travail, une augmentation de la part des tâches reproductives assumées par les femmes dans la famille, avec les conflits et les violences qui vont avec. Nous voulons que ces questions spécifiques soient discutées, élaborées dans le mouvement en cours, qu'elles permettent à toujours plus de femmes d'entrer dans la lutte !

**LES QUESTIONS QUE POSENT LA SITUATION DES FEMMES FACE AU TRAVAIL SONT CENTRALES DANS CETTE OFFENSIVE GÉNÉRALISÉE CONTRE TOUTES ET TOUS. LA LUTTE EN COURS DOIT LES DISCUTER LARGEMENT!!!**

**«LA LUTTE DES FEMMES EST AU COEUR DE LA LUTTE DES CLASSES!»**

PROCHAIN RDV LE 30 AVRIL À 14H  
À LA BOURSE DU TRAVAIL CENTRALE  
3 RUE DU CHATEAU D'EAU, M° RÉPUBLIQUE

# aquandlatriplesjournee@gmail.com

# «AU TRAVAIL! PARTOUT, ORGANISONS DES COMITÉS D'ACTION»

**D**epuis le 6 avril dernier, nous nous réunissons en comités d'action à la Bourse du Travail de République. Depuis un mois, salarié.e.s, précaires, intermittent.e.s, étudiant.e.s lycéen.ne.s, nous luttons contre le projet de loi travail, l'état d'urgence, et la précarisation de nos conditions de vie.

Nous ne croyons pas au «dialogue social» dont seuls les patrons profitent, mais au rapport de force construit collectivement par les personnes concerné.e.s C'est déjà difficile aujourd'hui de lutter, de faire grève, de contester son patron ou sa hiérarchie !

Ici en Île-de-France, nous proposons d'ouvrir un espace pour mettre en commun les différentes initiatives qui s'organisent un peu partout, qu'elles soient sectorielles (lycéen.ne.s, étudiant.e.s, salarié.e.s, intermittent.e.s, précaires...) ou de convergence (interpro, interluttes, nuit debout), discuter, se coordonner, mutualiser les expériences et les pratiques de lutte.

Un espace qui puisse accueillir les travailleu.se.s isolé.e.s dans des secteurs peu ou pas mobilisés, précaires, intérimaires, stagiaires, associatifs... et faire cohabiter différentes formes d'actions adaptées aux situations de chacun.e.

Un espace qui s'est constitué hors des bureaucraties syndicales et politiques et qui compte déjà des comités sur la précarité, le blocage de l'économie, la répression, la convergence des luttes, et la diffusion de nos idées par tous les moyens.

Nous voulons faire vivre la lutte avec propositions d'actions concrètes : occuper l'espace public, par des diffusions de tracts et collages d'affiches. Organiser la solidarité en créant des caisses de grève, aller rencontrer les grévistes sur les lieux de travail. Soutenir les débrayages, aider à bloquer des entreprises et des institutions pour permettre à celles et ceux qui le veulent d'arrêter le travail, même quelques heures. Viser là où ça fait mal, le portefeuille des patrons : bloquer l'économie.

**NOUS APPELONS À LA CRÉATION DE COMITÉS D'ACTION PARTOUT POUR NOURRIR LA MOBILISATION ET PERMETTRE DE GÉNÉRALISER LA GRÈVE. DANS NOS QUARTIERS, DANS NOS VILLES, ORGANISONS-NOUS!**

# Point fixe à République tous les soirs de 18h à 21h et réunion ouverte des comités d'action tous les mercredis à 18h à la Bourse du Travail Centrale

# comites.action.travail@riseup.net

# À NE PAS MANQUER

# JEUDI 28 AVRIL : RDV à 6h00 à la station Mairie de St Ouen (ligne 13) sur le quai direction Saint-Denis pour une action d'ampleur.

# Manifestation unitaire à 14h à Denfert-Rochereau et RDV pour une action sous la banderole "Pour l'arrêt total du travail et face à la police, Back to the streets".

# VENDREDI 29 AVRIL : RDV place de la République de 17h à

21h au point fixe "les précaires détestent le parti socialiste".

# Discussion avec Mathieu Rigouste et CADECOL autour du livre *Face à la police / Face à la justice* au bar 61, 3, rue de l'Oise à Paris M° Ourcq ou Crimée.

# SAMEDI 30 AVRIL : RDV à partir de 12 heures devant le Macdo de St-Brice-sous-Forêt en solidarité avec la lutte des salarié.e.s.

# DIMANCHE 1<sup>ER</sup> MAI : joie et bonheur, c'est la fête du travail.

# MERCREDI 4 MAI : réunion ouverte des comités d'action à la Bourse du Travail Centrale de Paris.

# LUNDI 9 MAI : procès de plusieurs manifestant.e.s contre la loi Travail et son monde à 13h30 devant la 23<sup>e</sup>

chambre du palais de justice de Paris (métro Cité).

# MARDI 10 MAI : journée de solidarité "Joue la comme Mayotte".

**POUR TROUVER DES INFOS**  
**HTTP://ACTUALITEDESLUTTES.INFO/**  
**HTTPS://PARIS-LUTTES.INFO/**